

Macron et le FN au coude à coude

Le candidat de la finance

Emmanuel Macron est le plus jeune des candidats et le moins expérimenté politiquement. Sorti en 2004 de l'ENA, le vivier des hauts fonctionnaires et de la plupart des dirigeants politiques français, il est nommé inspecteur des finances. En 2008 il devient banquier d'investissements à la Banque Rothschild, où il empoche la bagatelle de 2,9 millions d'euros, notamment pour avoir aidé Nestlé à faire une OPA. En 2010 il devient conseiller économique à François Hollande, en 2012 secrétaire général adjoint à l'Élysée, en 2014 ministre de l'Économie, où il introduit en 2015 la loi qui porte son nom et qui comporte de nombreux cadeaux aux milieux d'affaires. Face à la fronde d'une partie du groupe parlementaire socialiste, cette loi a dû être adoptée par le recours au 49.3.

Macron a démissionné du gouvernement en août 2016, peu après avoir fondé son propre mouvement, En Marche! Le 16 novembre, il annonce sa candidature à la présidence. Il faut un certain culot pour se présenter comme porteur du neuf quand on a été un des principaux architectes du quinquennat de Hollande et tout particulièrement de son évolution à droite. Mais c'est ainsi que Macron aborde la campagne. Son programme est parfaitement social libéral. Dans une conférence de presse le 1^{er} mars il se défendait d'être le «candidat de l'oligarchie financière». Il a bien besoin de se défendre, sur ce terrain il est éminemment attaquant. La taxe européenne sur les transactions financières? – «ce n'est pas la priorité», dit-il. Il est pour assouplir les règles imposées aux banques et assureurs: il veut «réformer en profondeur» l'Impôt sur la fortune dans un sens favorable aux actionnaires; il propose de

baisser le taux d'impôt sur les sociétés de 33,3% à 25% et supprimer la progressivité de l'impôt sur les revenus du capital. Côté social – n'oublions pas que dans «social-libéral» le substantif est libéral et l'adjectif social – il veut seulement couper les effectifs du secteur public de 50,000 salariés, réduire les dépenses publiques par 60 milliards, faire un paquet de relance économique de 50 milliards d'euros.

Dans une autre élection, Macron aurait pu espérer faire un bon score, peut-être en arrivant troisième comme le centriste François Bayrou en 2007, et hausser son profil politique. Mais cette élection est différente et certains facteurs le favorisent. D'abord il y a la volatilité généralisée, l'affaiblissement de loyautés envers les partis, la recherche du nouveau. Ensuite, la crise des deux grandes formations, exprimées par les candidatures de Fillon et de Hamon. On dit que cela aurait pu être différent si les candidats en face étaient Juppé et Valls. Sans doute, mais ce n'est pas un accident que ce sont Fillon et Hamon. Enfin, les déboires de Fillon ont ouvert un grand espace pour Macron. Il peut se présenter comme le meilleur bouclier contre Le Pen. Son programme convient aux milieux patronaux et aux banques, même si certains préfèrent Fillon et d'autres s'inquiètent de son manque d'expérience et la faiblesse de son mouvement. Il est largement soutenu par les médias en France et en Europe. Il a pourtant deux points faibles. D'abord, son programme taillé aux besoins de la finance et ses liens avec la Banque Rothschild l'exposent aux attaques, aussi bien de Le Pen que de Mélenchon. Ensuite tout neuf qu'il veut se présenter et n'ayant jamais été membre du PS, il est quand même fortement responsable pour la politique de Hollande. Il semble que Fillon se prépare à lancer une offensive sur ce thème-là.

Les ralliements en série de responsables socialiste à sa candidature sont une expression de la crise du PS. Mais pour Macron, cela représente une arme à double tranchant. D'un côté

ils affaiblissent Hamon – mais ce n'est plus vraiment nécessaire. D'un autre, ils gênent la tentative de Hamon de s'émanciper du bilan du quinquennat et d'être, suivant une formule un peu fatiguée, «ni de droite ni de gauche». Ainsi à l'annonce de Manuel Valls qu'il allait voter pour Macron, ce dernier était visiblement soulagé quand l'ancien premier ministre a ajouté qu'il ne voulait pas rejoindre sa campagne et n'avait rien à lui demander.

La candidate à abattre

Pour les autres prétendants à l'Élysée, Le Pen reste la candidate à abattre. Sa base reste solide, le pourcentage des sondés qui indiquent qu'ils sont certains de voter pour elle dépassant celui de tous les autres candidats. Mais elle ne progresse pas vraiment; au dernier sondage elle était à 25% contre Macron à 26%. Le tout est de savoir jusqu'où elle peut élargir son électorat. Depuis qu'elle a pris la direction du FN en 2011, elle a fait un véritable «tournant social». Elle propose de garder la semaine des 35 heures, baisser l'âge de la retraite, réduire les impôts sur les ménages et augmenter les allocations sociales. Sur le plan économique, elle est protectionniste. Mais ce protectionnisme social est pour les Français. Le Pen maintient la politique traditionnelle de son parti sur l'immigration, qu'elle veut réduire à 10,000 par an. Et si elle veut quitter l'OTAN, elle veut aussi augmenter les dépenses militaires à 3% du GDP.

Cette évolution sociale inquiète l'aile la plus traditionnelle des partisans du FN, représentée notamment par sa nièce, Marion Maréchal-Le Pen, qui est plus libérale sur l'économie, plus conservatrice que sa tante sur l'avortement, par exemple, catholique pratiquante. On peut y voir un conflit potentiel. On peut aussi voir une complémentarité: Marine Le Pen et son équipe peuvent s'adresser aux électeurs de gauche, sa nièce peut plus facilement trouver une audience chez ceux de Fillon, dont 38% se disent prêts à voter Le Pen.

On peut être sûr qu'une fois au pouvoir le discours social céderait la place aux exigences patronales. Au-delà, une victoire de Le Pen renforcerait qualitativement et systématiserait toutes les tendances à la militarisation de la police, la répression systématique, les attaques contre les droits de salariés et les droits démocratiques, le racisme et la xénophobie qui sont déjà présents en France.